

La Macédoine, un pays au nom disputé

Georges Castellan

Professeur émérite de l'université Paris III
Ancien enseignant de l'Inalco

Docteur honoris causa des universités de Poznan et de Humboldt de Berlin

En 1992 et 1993 des dizaines de milliers de Grecs défilèrent à Thessalonique et à Athènes au cri de « Nous sommes les fils d'Alexandre le Grand », pour protester contre le nom que le pays nouvellement indépendant, voisin de la Grèce, voulait se donner – la Macédoine. En 1995, un accord transitoire devait permettre de résoudre ce « problème de nom ». Même s'ils sont de plus en plus nombreux à le préférer à celui de « République de Skopje », les Grecs ont encore du mal à s'habituer au nom du pays, FYROM, Former Yugoslav Republic of Macedonia, ou « Ancienne République yougoslave de Macédoine ». Mais dans tous les cas, c'est l'existence et la légitimité d'une nation macédonienne qui reste à admettre, d'autant plus que vit, en Grèce, une importante minorité macédonienne. Un État sans nom ? Pourquoi ? Nous avons demandé à Georges Castellan grand connaisseur de l'Europe centrale, dans quelle mesure l'histoire pouvait apporter des éléments de réponse.

Une histoire complexe

La région que les géographes appellent Macédoine s'étend au sud de la Sar Planina, montagne quienserre Skopje jusqu'à la large plaine de Salonique – en grec Thessaloniki. Ce fut une province du monde grec, que les conquêtes d'Alexandre agrandirent progressivement. Conquise par les Romains, elle passa à l'Empire de Byzance avant d'être – comme le reste des Balkans – envahie par les Slaves à la fin du VI^e siècle. Majoritairement hellénique jusque là, sa population en devint slavo-grecque. Cyrille et Méthode, les grands apôtres des Slaves nés en 825 et 827, étaient des Grecs de Salonique qui apprirent et utilisèrent la langue de la population vivant dans les environs de la ville. À la même époque, la région fit partie de l'Empire bulgare, puis repassa sous le contrôle de Byzance, avant de redevenir un morceau du second Empire bulgare jusqu'en 1258.

Divisée entre les États vassaux de l'Empire latin de Constantinople après la prise de cette ville par la quatrième croisade, elle fut de nouveau réunifiée dans l'Empire serbe d'Étienne Duschan. Ce dernier fut couronné en 1346 à Skopje « empereur et autocrate des Serbes et des Grecs, des Bulgares et des Albanais ».

La conquête de Salonique en 1429 par le sultan Murad marqua l'établissement du pouvoir ottoman et l'incorporation jusqu'en 1912 de la Macédoine dans l'Empire d'Istanbul. Divisé en *sandjaks*, « districts », l'*eyalét*, la « province » de Roumélie vécut cinq siècles comme les régions serbes voisines sous le régime semi-féodal des *spahis*, qui possédaient de la terre moyennant service militaire au sultan, et des *âifliki*, grands domaines attribués aux parents ou aux hauts fonctionnaires du souverain. Il faut noter que le gouvernement de la Porte pratiqua en Macédoine une politique de colonisation plus poussée qu'ailleurs. Cela explique, par exemple, la présence dans la région de konariotes, Turcs de la région de Konya en Asie mineure. Ils étaient éleveurs de

moutons ou paysans-soldats affectés à la défense des frontières.

À la fin du XVIII^e siècle, le régime ottoman donna des signes de faiblesse tandis que certains de ses sujets chrétiens découvraient les idées des Lumières. En 1839, le *Hatt-i-cherif*, le « décret » de Gülkhane proclamait l'égalité des habitants de l'empire, quelle que fût leur nationalité ou leur religion. Il ne fut toutefois pas appliqué dans les provinces, où les populations continuèrent à souffrir de l'arbitraire des fonctionnaires locaux. En 1870-1872, une véritable révolution eut lieu dans le domaine religieux : lorsque l'évêque bulgare de Constantinople eut proclamé l'autocéphalie – l'indépendance vis-à-vis du patriarche œcuménique – la Porte accepta de lui reconnaître le titre d'exarque. Les fidèles se séparèrent de l'Église de Constantinople pour adhérer à sa juridiction, qui s'étendit jusqu'à couvrir toute la Bulgarie actuelle, mais aussi la majeure partie de la Macédoine. C'était une complication nouvelle : l'exarchat n'allait-il regrouper que des Bulgares à côté des Grecs, des Serbes et des « Slaves non différenciés » que recensaient les statistiques autrichiennes ? Les Ottomans, eux, se contentaient de distinguer les musulmans, les juifs et, parmi les chrétiens, ceux qui relevaient du patriarche de Constantinople et ceux qui relevaient de l'exarchat. Le recensement de 1906 fit ainsi état de 1 145 000 musulmans, de 623 000 Grecs orthodoxes soumis au patriarcat et de 626 000 Bulgares orthodoxes de l'exarchat. Mais, si l'appellation de Grec désignait tous les fidèles de l'Église de Constantinople, celle des Bulgares orthodoxes regroupait davantage que les locuteurs de cette langue.

Crises et guerres

Sur ces bases approximatives et contestées, une grave crise embrasa la région pendant la seconde moitié du XIX^e siècle. Se posait alors de plus en plus clairement le sort des territoires occupés par un Empire ottoman en déclin. Chacun des États voisins – Bulgarie, Grèce, Serbie – encouragea et arma sa minorité, tandis que les « patriotes » de la Macédoine s'organisaient en « bandes ». Ils s'efforçaient de chasser d'un village les tenants d'une autre langue ou d'une autre religion, accomplissant ainsi un nettoyage ethnique comparable à celui du Kosovo actuel. On lutta pour la fondation d'écoles, pour le ralliement du clergé à telle ou telle Église. On tua également. Les rebelles grecs, les *andartes*, ou bulgares, les *komitadji*, rivalisèrent d'horreur.

Les puissances s'en inquiétèrent. Lors de la rencontre de l'empereur François-Joseph et du tsar Nicolas II au château de Mürzsteg en 1903, elles élaborèrent un programme de réformes de l'administration régionale qui vola en éclats lors des guerres balkaniques.

Ces guerres portèrent essentiellement sur la Macédoine. La paix de Bucarest qui y mit fin en août 1913 partageait ses territoires en trois ensembles. La Grèce recevait la partie qui s'étend au sud du lac d'Ohrid et la côte avec Salonique et Kavala. La Serbie recevait la Macédoine du Nord et du Centre jusqu'à Ohrid et au Vardar. La Bulgarie, qui avait été vaincue dans la seconde guerre, ne gardait que la vallée de la Struma.

Les trois pays annexèrent leurs nouveaux territoires. Athènes affirma qu'ils n'étaient peuplés que de Grecs et ne posaient donc pas de problèmes minoritaires ; Belgrade les désigna comme la Serbie du Sud peuplée de Serbes. Sofia fit de même et ne reconnut aucun droit spécifique à ces nouveaux sujets. Toutefois « l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne », l'ORIM, qui avait animé la lutte pendant les années d'avant-guerre continua ses activités et mena une action terroriste. En 1928, elle fit sauter l'Orient-Express près de Tsaribrod, manifestant ainsi à l'opinion internationale que le problème de la Macédoine n'était pas définitivement réglé pour tous les habitants de la Bulgarie. Ce pays considérait pourtant que la vallée de la Struma était macédonienne et respectait le dialecte spécifique de ses habitants, même si la langue officielle y était le bulgare.

Dans la Yougoslavie de l'entre-deux-guerres, la « Serbie du Sud » resta une région essentiellement agricole. Le gouvernement de Belgrade y pratiqua une politique de colonisation, dans des terres infectées de paludisme. Quant à Skopje, la capitale, majoritairement slave, elle dépassait les soixante-dix mille habitants en 1938. Pendant cette période, l'Église de Belgrade mit la main sur les sièges épiscopaux, en particulier celui, si vénérable, d'Ohrid. Le clergé macédonien actuel

accuse ses prédécesseurs serbes d'avoir pillé les trésors des églises au profit de celle de Serbie.

Quant à la Grèce qui avait reçu 51% du territoire, elle veilla à la domination de sa langue – en colonisant la région avec des Hellènes réfugiés d'Asie mineure en 1923 à la suite de la victoire d'Atatürk. La mise en valeur de ces nouvelles régions fut difficile et incomplète. Le géographe Martonne écrivait en 1934 : « La Grèce moderne n'est qu'un État secondaire et ses possibilités paraissent assez restreintes. » Elle devait cette situation partiellement à sa Macédoine archaïque, dans laquelle pourtant Salonique avait désormais une population majoritairement hellénique, tout en restant un port d'allure turque dans lequel grouillaient encore cent vingt mille réfugiés.

La Macédoine de la seconde guerre mondiale à nos jours

Pendant la seconde guerre mondiale, la Macédoine fut occupée par les Bulgares et Sofia s'efforça d'empêcher le retour des Bulgares dans la mère patrie. Skopje eut son théâtre national, sa bibliothèque bulgare, son musée et son université du « roi Boris », tandis que dans la province huit cents écoles bulgares étaient ouvertes et pourvues d'instituteurs et de popes venus de l'intérieur. Pourtant, une résistance s'y structura en 1943 sous l'égide du Mouvement des partisans yougoslaves de Tito. Dans l'ancienne partie grecque, la politique de Sofia fut plus brutale. Les colons grecs furent expulsés au profit de colons bulgares. La police et l'armée eurent la main lourde et les historiens grecs parlent de milliers d'exécutions. Quoi qu'il en soit, l'armée et l'administration de Sofia se retirèrent en septembre 1944, laissant le champ libre aux partisans de Tito et aux Grecs divisés de la Résistance.

Ces derniers furent entraînés dans une guerre civile grecque (1947-1949) qu'ils perdirent lors de la rupture de Tito, leur allié. Il s'en suivit des mouvements de population. Les Slaves qui y avaient largement participé se replièrent en Yougoslavie ou dans les démocraties populaires, laissant la place à des colons qui hellénisèrent davantage la région. Tito, conformément aux promesses de la conférence des Partisans de Jajce, en novembre 1943, mit en place une République de Macédoine dont la capitale fut Skopje. Le système fut le même que celui des six autres républiques : le parti communiste y était tout-puissant. La nouvelle république fut dotée d'une langue officielle, le « macédonien », constitué à partir de dialectes de la région centrale. L'Église orthodoxe dépendant du patriarcat de Belgrade se déclara en juillet 1967 « autocéphale », c'est-à-dire indépendante sous l'autorité de l'archevêque d'Ohrid. Ce dernier retrouva son ancienne splendeur en dépit de l'anathème lancé par le patriarche serbe. Notons toutefois que cette autocéphalie n'est reconnue par aucune des autres Églises orthodoxes, mais uniquement par le Vatican et des Églises protestantes d'Angleterre.

L'ordre titiste dura autant que vécut le maréchal, puis il subit la crise économique des années quatre-vingt. Lorsqu'en 1990, la Slovénie et la Croatie quittèrent la Fédération yougoslave, Kiro Gligorov, président de la République de Macédoine et chef du parti, déclara qu'il ne resterait pas dans la Fédération. En septembre 1991, il organisa un référendum : 70% des suffrages se prononçaient pour un État macédonien « souverain et indépendant » et contre les Serbes et les Albanais habitant le pays. Le nombre de ces derniers avait beaucoup augmenté depuis la fin de la guerre. Ils constituent actuellement 20 à 25% de la population, dans la région de Tetovo et de Kumanovo. Représentés au parlement de Skopje, ils n'en posent pas moins des problèmes au gouvernement, en particulier en raison de leur université albanaise de Tetovo. Un conflit violent accompagné d'un blocus décrété par Athènes a opposé, et oppose encore, la Grèce et la Macédoine à cause du nom de la République de Skopje. Quant à la crise du Kosovo, pendant laquelle la Macédoine accueillit de très nombreux réfugiés et servit de base aux troupes de l'OTAN, elle n'a pas fini de faire sentir ses conséquences.

Mais la Macédoine vit. Avec une surface de 25 000 kilomètres carrés et une population qui dépasse à peine deux millions d'habitants, dont 420 000 Albanais et 45 000 Serbes, elle est fière de sa capitale reconstruite après le tremblement de terre de 1963. Celle-ci compte officiellement 560 000 habitants. Elle est fière surtout de ses églises byzantines d'Ohrid et sa cathédrale Sainte-Sophie aux fresques remarquables, et du monastère proche de Saint-Naum. Pour ces monuments, mais aussi pour la vie traditionnelle de ses villages et de ses villes en pleine

évolution, la Macédoine mérite une visite. C'est un des derniers morceaux de « l'Orient » que l'on peut voir en Europe.

Georges Castellan

Mai 2000

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Un pays inconnu : la Macédoine
Georges Castellan
Armeline, Brest, 2003



La République de Macédoine. Nouvelle venue dans le concert européen
C. Chiclet, B. Lory
Nouvelle venue dans le concert européen
Les Cahiers de Confluences
L'Harmattan, Paris, 2000